

AI Index: PRE 01/163/2008  
19 June 2008

## **Zimbabwe. Amnesty International révèle que douze corps ont été retrouvés ; les victimes auraient été torturées à mort**

Amnesty International a révélé ce jeudi 19 juin que douze corps avaient été découverts dans plusieurs régions du Zimbabwe.

La plupart des victimes semblent avoir été torturées à mort par leurs ravisseurs.

Elles auraient été enlevées par des sympathisants de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF) accompagnés, dans certains cas, d'hommes armés que l'on pense être des agents du gouvernement.

Quatre des victimes auraient été enlevées le 18 juin au domicile de M. Chipiyo, MDC (Mouvement pour le changement démocratique), conseiller élu de Chitungwiza, par des jeunes gens de la ZANU-PF. L'une des victimes est Archford Chipiyo, le fils du conseiller élu du MDC.

Cinq corps ont été retrouvés dans la province de Masvingo, deux ont été retrouvés dans le district de Gokwe, dans la province des Midlands et un autre corps a été abandonné à Harare.

Une autre victime est morte ce jeudi 19 juin à l'hôpital d'Harare des suites de ses blessures après avoir été violemment frappée par des jeunes de la ZANU-PF pendant l'enterrement d'un proche.

Amnesty International a également reçu des informations de témoins oculaires, qui affirment que des soldats menacent les villageois avec des armes et leur ordonnent de voter pour le président Mugabe le 27 juin.

*« Le gouvernement doit dénoncer publiquement tous les actes de violence commis par les partisans de la ZANU-PF, les "vétérans de guerre" et les soldats et collaborer avec tous les partis politiques pour mettre fin immédiatement à la violence politique, a déclaré Amnesty International.*

*« Il doit également retirer les soldats qui ont été déployés dans les zones urbaines et rurales et qui mènent des attaques contre des personnes perçues comme des sympathisants du MDC. »*

Amnesty International a également appelé les dirigeants de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) à convoquer une réunion d'urgence pour traiter de la dégradation de la sécurité au Zimbabwe.